

# L'EUROPE DOIT REDEVENIR UNE FORCE D'ATTRACTION

**P**our Arnaud Zacharie, l'avenir de l'Europe ne se limite pas à un choix entre le néolibéralisme et le national-populisme. Il n'y a pas encore de force politique homogène pour défendre un projet de transition écologique et sociale européenne, mais il y a de l'espace pour une Europe ouverte et multilatérale, malgré des lignes de fractures mal cicatrisées.



Equipes Populaires

■ Le très controversé Bernard-Henri Lévy évoquait récemment son inquiétude par rapport à l'avenir de l'Europe. Selon lui, il n'y a qu'un seul choix : « L'Europe ou la barbarie ». Partagez-vous son signal d'alarme ?

□ Je partage son inquiétude par rapport à l'Europe mais c'est trop simple de présenter les choses comme il le fait. Bernard-Henri Lévy fait partie de ceux qui, comme Macron ou Verhofstadt, prétendent qu'il n'y a que deux voies possibles : l'Europe telle qu'elle est actuellement, ouverte certes mais néolibérale, ou le national-populisme et le repli sur soi. Personnellement, si le choix doit se faire entre l'une et l'autre, je choisirais la première, c'est-à-dire une Europe ouverte. Mais je pense que c'est dangereux de ne présenter que ces deux voies.

Car chaque fois qu'on a laissé ce choix aux citoyens, on est systématiquement perdant. On l'a vu pour le Brexit ou l'Italie.

Ce qu'il faut, c'est une Europe, mais une autre Europe. Mais on ne voit pas de force politique suffisamment puissante et homogène pour défendre le projet de la transition écologique et sociale européenne, qui serait l'alternative qui permettrait de répondre aux dérives du marché unique néolibéral et celles du repli sur soi. Dans les organisations de la société civile, on connaît la réponse et les alternatives depuis longtemps, mais il manque l'alliance ou le relais politique pour la porter. Ce vide politique est inquiétant car il y a toute une part de l'électorat qui est europhile mais qui se sent mal à l'aise avec l'Europe néolibérale. ►



■ Dans un récent article d'*Imagine*, vous déclarez que « la survie de l'Union européenne (UE) en tant que puissance mondiale dépend de sa capacité à dépasser ses divisions internes ». Quelles sont les lignes de fractures internes à l'UE ?

□ La principale ligne de fracture intra-européenne se situe entre le Nord et le Sud - ou entre le centre de l'Europe et sa périphérie. Cette fracture s'est clairement exacerbée depuis la crise de 2008 avec les conséquences qu'elle a eues sur les pays périphériques tels que la Grèce. Ce qui est inquiétant, c'est que les politiques d'austérité et la déflation dans l'Europe du Sud et périphérique ont clairement tendance à nourrir le national-populisme et le rejet de l'idéal européen, parce que l'Europe a pris le visage de l'austérité, des inégalités et de la pauvreté. Et en Europe du Nord, le fait d'avoir les demandes de solidarité venant du Sud renforcent l'égoïsme vis-à-vis du Sud. C'est une fracture inquiétante car la posture de l'Europe du Nord est nourrie par celle du Sud et inversement.

Or, de nombreuses décisions doivent se prendre à l'unanimité. Et même à la majorité qualifiée, c'est de plus en plus difficile de prendre des décisions. Cette incapacité à décider est donc inquiétante sur le plan interne à l'UE, mais ça l'est tout autant lorsqu'il s'agit de prendre des positions dans des relations internationales, qui sont en mutation profonde et de plus en plus conflictuelles. L'UE, qui défendait des valeurs de coopération, de multilatéralisme et de droits humains les défend de moins en moins car elle a dans son sein de nombreux pays qui les bafouent, y compris dans des pays fondateurs comme l'Italie.

► ■ Et la ligne de fracture Est-Ouest existe-t-elle encore ?

□ Oui, elle reste très marquée. L'UE s'est élargie à l'est pour des raisons politiques parce qu'une grande partie des pays de l'Europe de l'Est attendaient de l'UE qu'elle les défende face à ce qu'ils considéraient comme "la menace russe". On a donc élargi l'UE vers l'est, mais en ne tirant pas toutes les conséquences économiques et sociales. L'UE y a consacré un budget beaucoup trop faible, ce qui n'a pas permis une harmonisation vers le haut.

Ces pays de l'Est ont donc joué sur le dumping social, c'est-à-dire sur leur avantage par rapport au coût du travail. Donc, plutôt que de créer une Europe élargie et solidaire, on a créé une UE de la compétition de tous contre tous, et qui offre comme seule arme aux pays les plus pauvres celle d'attirer les investissements des firmes transnationales via des coûts du travail plus faibles. Et donc ça a entraîné un transfert des délocalisations d'emplois industriels de l'Ouest vers l'Est. Cette concurrence exacerbe les anciennes divisions historiques et culturelles. La crise de 2008 passant par là, les populistes comme Viktor Orban en ont récolté les fruits.

■ Il semble de plus en plus clair que les USA et la Russie mettent en place des stratégies délibérées pour fragiliser l'UE. Pour quelles raisons ?

□ La Russie veut approvisionner l'Europe en énergie. Elle n'a pas nécessairement une stratégie délibérée de destruction de l'Europe mais ce qu'elle veut éviter, c'est d'avoir une Europe qui absorbe l'Ukraine et qui vient prolonger les frontières de l'Otan jusqu'aux portes de la Russie. Elle veut avoir la suprématie dans son aire géostratégique historique et créer un marché économique eurasiatique. Pour la Russie, l'Ukraine fait clairement partie de ce marché et c'est un Etat-tampon entre elle et l'Europe.

■ Au-delà des intérêts économiques, la Russie favorise quand même la montée de l'euro-scepticisme au sein de l'Europe ?

□ Oui, c'est clair. Poutine est un nationaliste conservateur qui défend d'autres nationalistes conservateurs, comme Trump le fait également, même si leurs raisons sont complètement différentes. Ce sont des affinités idéologiques comme on peut en avoir ailleurs. Ce que veut la Russie de Poutine, c'est l'approvisionnement énergétique. C'est plus facile d'élargir son commerce et sa zone d'influence avec des pays amis qui puissent défendre son

Les lignes de fracture Nord-Sud et Est-Ouest au sein de l'Union européenne sont encore bien présentes.

agenda énergétique. Le conflit en Ukraine en est la meilleure illustration ; l'UE a voulu conclure un accord énergétique avec elle sans mettre la Russie autour de la table, ce qui a été considéré comme un véritable affront.

De la part des USA, la situation est un peu différente. On est habitué, depuis la deuxième guerre mondiale, à considérer les USA comme le grand frère. On les a laissés maîtres de toute une série d'éléments stratégiques en termes militaires, d'économie digitale notamment. Ils veulent continuer à être la puissance hégémonique du monde occidental. Pour les USA, avoir une Europe trop forte et trop unie, ça pourrait lui faire de l'ombre.

■ **La Chine ne semble pas ouvertement avoir l'intention d'affaiblir l'Europe, mais sa domination du commerce mondial ne fragilise-t-elle pas également de facto l'UE ?**

□ La Chine considère l'UE comme une priorité stratégique. La priorité de la Chine aujourd'hui, ce sont les avancées technologiques. La Chine constate que l'UE est divisée, qu'il y a des pays comme l'Allemagne et la France qui sont des champions nationaux et qui deviennent de plus en plus protectionnistes face aux investissements chinois. Par contre, des pays comme l'Irlande, la Belgique, le Portugal, la Finlande, la Grèce ou l'Espagne leur ouvrent grand les bras parce qu'ils ont besoin d'investissements étrangers et qu'ils voient l'arrivée de la Chine d'un très bon œil. Quand le géant chinois du commerce en ligne *Alibaba* débarque à l'aéroport de Liège, la Belgique lui déroule le tapis rouge !

Donc pour la Chine, sa priorité est d'investir dans ces pays plus accueillants pour pouvoir continuer à monter en gamme d'un point de vue technologique, pour pouvoir s'inspirer des expériences européennes pour créer des partenariats. Et bien sûr pour avoir accès à son marché de consommation. Mais on voit qu'on est de plus en plus nerveux en Europe sur ce sujet-là ! La Chine achète des ports un peu partout : au Pirée, à Valence, et chez nous aussi avec le terminal de Zeebrugge. Elle a mis en place le "système 16 + 1", c'est-à-dire la Chine plus des pays de l'Europe centrale et de l'Est, dont certains font partie de l'UE. C'est une façon de créer son propre réseau d'alliés avec des pays membres de l'UE et d'autres qui ne le sont pas, ce qui est évidemment mal vu par les instances européennes qui préféreraient parler d'une seule voix vis-à-vis de la Chine, de la Russie ou des Etats-Unis. C'est compliqué,

voire impossible actuellement.

■ **En deux mots, pourquoi a-t-on intérêt à conserver une Europe la plus unie possible ?**

□ Il y a à la fois un intérêt interne et externe. L'intérêt interne, c'est d'avoir une harmonisation sociale et fiscale. Parce que dans un marché unique, si cette harmonisation n'existe pas, c'est le dumping social et fiscal et la compétition de "Tous contre tous". Ça ronge littéralement l'UE de l'intérieur. Sur le plan externe, l'intérêt est de pouvoir peser dans les relations internationales, sachant que ce qui est attaqué actuellement, c'est le multilatéralisme. Or, l'UE est l'expérience la plus aboutie de multilatéralisme, avec des institutions communes, une Cour de Justice... Elle a donc intérêt à défendre ses valeurs sur la scène internationale pour que ce modèle ne se retrouve pas complètement obsolète et que, du coup, plus personne n'y croie, y compris en son sein !

Mais le problème, c'est qu'il y a des ennemis intérieurs par rapport à ce modèle. On a atteint des niveaux de violation des droits humains qu'on n'a plus connus depuis des décennies. Pour Orban, Salvini et Cie, leur objectif est d'éviter que l'UE puisse défendre en leur nom des valeurs de multilatéralisme et de droits humains qu'ils ne partagent pas.

■ **Quelle devrait être la réponse de l'UE par rapport aux trois grands défis européens du moment (migration / inégalités sociales et fiscales / climat) ?**

□ Sur la migration, la réforme du Règlement de Dublin est sur la table de l'UE depuis trois ans. Il faut en effet avoir une répartition équitable des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire européen selon des critères clairs et objectifs. Et appliquer des sanctions financières pour ceux qui refuseraient de le faire. Il faut arrêter la cacophonie qu'on connaît depuis plusieurs années. Actuellement, c'est devenu objectivement un "non-problème", mais qui pose quand même problème de par l'incapacité politique de le régler. Je dirais pour certains une volonté délibérée de ne pas le régler, parce que c'est devenu le fonds de commerce du populisme.

Sur les questions sociales et fiscales, Jacques Delors avait négocié avec Margaret Thatcher dans les années '90 : "D'abord le marché unique, ensuite l'Europe sociale et fiscale". On a eu le premier, on attend toujours l'harmonisation sociale et fiscale. Il faut absolument avancer, par exemple en commençant par un salaire minimum européen, un impôt minimum sur les sociétés et une lutte ren-

Parler d'une seule voix vis-à-vis de la Chine, de la Russie ou des Etats-Unis, c'est compliqué, voire impossible actuellement.

► forcée contre l'évasion fiscale.

On n'aura pas l'unanimité actuellement nécessaire pour voter sur ces matières, mais je prône la coopération renforcée entre certains pays, à l'instar de ce qui se discute actuellement sur la taxe sur les transactions financières. C'est possible s'il y a minimum neuf Etats qui veulent avancer. Le but est de créer une zone suffisamment large pour que ça puisse faire tache d'huile. Je pense qu'il y a certaines décisions, même au niveau fiscal, qui peuvent se prendre sans l'unanimité.

Sur le climat, il faut clairement viser la transition écologique et sociale européenne. Le *Pacte climat-énergie* de Pierre Larroustourou a fait son apparition dans les débats européens. Un impôt des sociétés financerait une banque européenne pour le climat, qui financerait à taux quasi zéro les infrastructures nécessaires à la transition. Là, on aurait une Europe à la pointe car il ne s'agirait plus de considérer le changement climatique uniquement comme une contrainte mais un défi à relever. Ce sont ceux qui seront les premiers capables de développer une énergie verte et une économie circulaire qui auront l'avantage sur les autres pays.

Je ne suis pas pour la décroissance, mais on doit réfléchir à une prospérité avec faible croissance, voire sans croissance. Il faut revoir notre modèle en visant la prospérité mais en arrêtant de courir après le point de croissance en plus, surtout qu'il y a de nombreux pays en développement qui vivent encore dans la pauvreté et qui ont besoin d'un espace pour leur propre développement économique. La question est donc moins celle de la croissance économique que celle de l'innovation dans de nouveaux types d'activités. La transition sociale et écologique et le développement de l'économie circulaire sont une chance pour l'économie et la création d'emplois, y compris des emplois non qualifiés. Plutôt que de vouloir s'accrocher à un modèle passé qui ne reviendra jamais, il faut qu'on investisse dans des filières d'avenir et de nouvelles formes de prospérité qui ne dépendent plus de l'industrie lourde ni de l'industrie fossile.

■ **La montée du populisme, par nature climato-sceptique, ne risque-t-elle pas de freiner cet élan ?**

□ Le lien entre le national-populisme et le climato-scepticisme est évident. Mon espoir (et je suis peut-être optimiste), c'est que les perdants de la mondialisation qui votent pour eux devraient finir par se rendre compte qu'ils au-



ront été roulés dans la farine.

Durant ce temps-là, va-t-on proposer une offre politique alternative à ces électeurs ? Ou au contraire, va-t-on entrer dans une société fermée de plus en plus dure, voire dictatoriale comme on l'a vu dans les années '30 ? Ce n'est pas exclu, quand on voit l'évolution dans certains pays. La seule chance, c'est de créer un mouvement social qui soutient la transition sociale et écologique, pour une prospérité durable et partagée. C'est vrai qu'on peut se réjouir de voir ces derniers mois un engouement dans la population. On est dans un rapport de force, non pas avec deux mais trois visions très différentes de la société. Notre difficulté, à nous qui sommes progressistes, régulationnistes et internationalistes, c'est de ne pas avoir de débouché politique suffisant, sachant qu'on a vu pendant deux ou trois décennies une alliance entre les forces néolibérales, social-démocrates et démocrates-chrétiennes qui sont pro-européennes, mais qui maintiennent l'agenda néolibéral.

■ **Comment trouver ce débouché politique qui pourrait nous éviter de devoir choisir entre une de ces deux visions (néolibérale ou nationale-populiste) ?**

□ Pour moi, il y a une double ligne de fracture idéologique. D'abord, en matière économique

On est dans un rapport de force, non pas avec deux mais trois visions très différentes de la société.

et sociale, une fracture entre la financiarisation ou le régulationnisme. Ici, on voit clairement qu'on est minorisé face à une alliance objective entre les néolibéraux et les national-populistes. L'autre fracture, c'est celle entre une vision ouverte ou fermée de la société, en d'autres mots progressiste ou conservatrice. Là, c'est beaucoup plus compliqué parce qu'on voit que la droite libérale (et même la gauche libérale) est divisée parce que, pour une partie d'entre eux, s'aligner sur l'agenda de national-populistes comme Theo Francken, c'est difficile. Il y a clairement un espace, sachant que 2008 a quand même décrédibilisé une part du néolibéralisme, y compris dans leurs rangs. Dans les débats internationaux, cela se traduit par exemple par une tension entre le libre-échange et le protectionnisme. C'est-à-dire entre le statu quo de l'UE ou le protectionnisme de Trump. Or, on a développé un mouvement social important autour du CETA, qui a montré qu'il y a un espace entre les deux visions. On est en train de semer les germes d'une force politique qui aurait cette vision à la fois d'une société ouverte mais aussi juste et durable. Mais pour ça, il faut reconfigurer le paysage politique car il y a des partis qui ont quasi disparu de l'espace politique, et que la place est disponible pour d'autres, même s'ils sont issus de forces politiques qui existent déjà.

■ **Quels sont les alliés pour cette transition juste et durable ?**

□ Pour l'instant, il n'y a pas de force politique homogène mais, si elle existait, elle pourrait être majoritaire. Pour qu'elle voie le jour, il faut qu'il y ait des crises internes dans les forces progressistes internationalistes pour pouvoir recréer des clivages très clairs entre ce qu'on ne veut plus, et d'assumer ce qu'on veut jusqu'au bout.

On l'a vu sur le CETA : on ne peut pas tenir un discours qui dit OK, il faut changer, et puis on se débène une fois qu'il faut voter. Je pense qu'il y a une responsabilité très importante de la société civile et des mouvements sociaux en général. Ce n'est pas un hasard si c'est en Belgique francophone qu'on a le mouvement social le plus fort d'Europe tant sur le CETA que sur le climat. Pourquoi ? Parce que ça fait plus de vingt ans qu'on a une collaboration étroite et naturelle entre les ONG et les syndicats, c'est-à-dire entre la culture du monde du travail et celle de la solidarité internationale. Et que cette collaboration porte un message novateur qui évite la facilité de retomber dans les clivages du passé. A ceux qui pensent que la Région wallonne n'en a pas encore fait assez pour le CETA, je leur réponds : Pourquoi

le reste de l'Europe n'a pas suivi ? Pourquoi ces débats n'ont pas eu lieu ailleurs ? Il y a une responsabilité de la société civile européenne qui ne sort pas de ses clivages mentaux, ce qui n'incite pas à cette nécessaire reconfiguration politique et idéologique.

■ **En tant que secrétaire général du CNCD, en quoi une Europe forte et unie est importante pour un développement mondial durable et pour freiner l'accroissement des inégalités planétaires ?**

L'Europe a développé des valeurs de droits humains, et la coopération multilatérale fait partie de son ADN. Elle a historiquement une tradition de solidarité depuis le début de la construction européenne. Des pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne ont été tirés vers le haut grâce à des fonds structurels. L'absence de solidarité vis-à-vis de l'Europe de l'Est a marqué le début d'une rupture par rapport à l'esprit de la construction européenne depuis ses origines. Cette vision est à présent attaquée de toutes parts par les national-populistes, qui mettent en péril l'agenda des objectifs de développement durable. C'est très regrettable que l'Europe ne soit plus capable d'être une force d'attraction sur base de ces valeurs. ■

*Interview réalisée par Monique Van Dieren*

■ **Vous étiez en Afrique il y a quelques jours. Quelle vision les pays en développement ont-ils de l'Europe d'aujourd'hui ?**

□ Pour eux, l'Europe est le modèle de la prospérité, mais c'est aussi une énorme déception pour les Africains de voir à quel point l'Europe se replie sur elle-même, comment l'Europe devient extrémiste dans son obsession de la "menace migratoire africaine".

L'Europe est en train de pousser l'Afrique dans les bras de la Chine, qui est un régime autoritaire, dictatorial, qui n'a aucun souci à violer les droits humains. On ne mesure pas du tout en Europe à quel point on est en train de se tirer une balle dans le pied à se replier sur nous, alors qu'on a cette jeune Afrique, qui est notre voisine, qui regorge d'initiatives et dont les jeunes ne demandent qu'à travailler et à vivre en démocratie. Toute cette jeunesse pro-droits humains et pro-démocratie se sent complètement lâchée par l'Europe.

Pour moi, c'est dramatique car on a tout intérêt à vivre en bon voisin dans un espace méditerranéen prospère, durable, démocratique et en paix. Mais malheureusement, on ne s'investit plus pour ça et au contraire, certains s'acharnent à déconstruire ces valeurs. Nos voisins le voient, et cela donne même de l'eau au moulin de certains régimes totalitaires africains qui trouvent déplacé que l'Europe leur fasse la leçon sur le respect des droits humains. On le voit au Congo notamment où l'influence de la Belgique est devenue quasi nulle.